



CONVENTION PLURIANNUELLE 2024-2025 MIAMI/CP1-24-25

Entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommé « l'État », représenté par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ci-après dénommé « le ministre »,

l'Administration communale de la Ville de Differdange, représentée par son Collège échevinal, ci-après dénommée « la commune »,

et

Miami University, représentée par Elizabeth Mullenix, Provost, ci-après dénommé « le contractant »,

considérant la volonté de l'État de soutenir le développement d'activités d'enseignement supérieur et de recherche au Grand-Duché de Luxembourg et d'encourager l'internationalisation de ces activités ;

il est convenu ce qui suit, étant entendu que les dispositions de la présente convention se substitueront à tout autre accord et toute autre entente préalable entre l'État et le contractant (sous condition qu'aucune disposition de cette convention ne se substitue ou n'affecte autrement l'accord interuniversitaire entre Miami University et l'Université du Luxembourg):

Art. 1^{er} - Objet

L'objet de la présente convention consiste à définir le cadre général concernant les conditions et modalités d'attribution et de versement de la contribution financière de l'État ainsi que de tout autre type de soutien en vue de la réalisation des activités du *Miami University John E. Dolibois European Center* au Luxembourg.

Le numéro de référence attribué au présent contrat est MIAMI/CP1-24-25.

Les objectifs à atteindre dans la mise en œuvre des activités du *Miami University John E. Dolibois European Center* ainsi que les indicateurs de performance y relatifs sont décrits à l'annexe, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Sous réserve du versement par l'État à la commune de la contribution financière telle que prévue par la présente convention, le contractant s'engage :

- i) à prendre les dispositions adéquates et raisonnables pour l'atteinte des objectifs prévus ;
- ii) à fournir toutes les données détaillées demandées par le ministre aux fins de la

- bonne gestion des activités visées ;
- iii) à informer le ministre de tout événement pouvant avoir une incidence directe sur l'atteinte des objectifs prévus ;
- iv) à fournir au ministre, et à tout autre organisme ou particulier dûment mandaté par ceux-ci, les informations demandées dans le cadre des contrôles et des audits ;
- v) à participer activement aux activités de contrôle et de suivi.

Art. 2 - Durée

La présente convention est conclue avec effet au 1^{er} janvier 2024 pour une durée de 24 mois.

Art. 3 - Financement

Eu égard à l'intérêt de la réalisation des activités visées à l'annexe, l'État accorde dans le cadre de la présente convention, dans la limite des moyens budgétaires disponibles et par imputation au crédit budgétaire dédié au ministère ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur, dénommé ci-après « le ministère », une contribution financière de 414.000 € (quatre cent quatorze mille euros) au loyer payé par le contractant pour l'occupation du Château de Differdange au titre des exercices 2024 et 2025.

Cette contribution n'exclut pas l'attribution de moyens financiers publics supplémentaires, en provenance d'autres crédits budgétaires.

Les contributions financières annuelles de l'État s'établissent comme suit :

- pour l'exercice 2024 : 207.000€
- pour l'exercice 2025 : 207.000€

La contribution financière annuelle est payée en une seule tranche à la commune, sous réserve de la réception du rapport annuel pour l'année précédente, tel que prévu à l'article 6.

Art. 4 – Engagements de l'État

L'État s'engage à laisser au contractant l'autonomie nécessaire à l'exécution de la présente convention, conformément aux dispositions légales applicables.

Art. 5 – Engagements du contractant

Le contractant s'engage, d'une part, sur les indicateurs clés de performance pour les années 2024-2025, tels que définis à l'annexe 1 et, d'autre part, sur la mise en œuvre de politiques ciblées en vue de l'atteinte de ces objectifs.

Le contractant s'engage par ailleurs à offrir pour les années 2024-2025 et 2025-2026 un total de 11 bourses sous forme d'exemptions des frais de scolarité à des étudiants en provenance

du Luxembourg, qui souhaitent poursuivre leurs études respectivement effectuer une partie de leurs études au campus de Oxford, Ohio, de la Miami University.

Ces bourses sont réparties comme suit :

- 1) 5 exemptions partielles des frais de scolarité (*out-of-state tuition waivers*) pour des étudiants ayant effectué leurs études secondaires ou supérieures au Luxembourg et souhaitant poursuivre leurs études au campus de Oxford, Ohio, de la Miami University;
- 2) 3 exemptions complètes des frais de scolarité (*full tuition waivers*) pour des étudiants ayant effectué leurs études secondaires ou supérieures au Luxembourg et souhaitant poursuivre leurs études au campus de Oxford, Ohio, de la Miami University, étant entendu qu'au moins 1 un de ces étudiants ait obtenu son diplôme fin d'études secondaires auprès de l'École internationale de Differdange (EIDE); et
- 3) 6 exemptions complètes des frais de scolarité (*full tuition waivers*) d'une durée d'un semestre (correspondant à 3 exemptions par année), pour des étudiants de l'Université du Luxembourg effectuant un semestre de mobilité au campus de Oxford, Ohio, de la Miami University ;

Un appel à candidatures pour les deux premiers types de bourses sera lancé par e-mail aux établissements d'enseignement secondaire du Grand-Duché de Luxembourg et via le site Internet mengstudien.public.lu du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

La sélection des bénéficiaires sera effectuée par un comité de sélection, composé d'un représentant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, un représentant de la direction du *Miami University John E. Dolibois European Center*, deux enseignants du *Miami University John E. Dolibois European Center* et un membre externe. Elle se fera sur base d'un dossier de candidature comprenant les relevés de notes des études précédentes, trois lettres de recommandation de la part d'enseignants (à faire parvenir directement par son auteur respectif au *Miami University John E. Dolibois European Center*) ainsi qu'une lettre de motivation du candidat. S'il le juge nécessaire, le comité de sélection pourra inviter les candidats à un entretien personnel. Les bénéficiaires devront avoir obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires au Luxembourg ou avoir obtenu un diplôme de bachelor, de master ou de doctorat de l'Université du Luxembourg ou d'un établissement d'enseignement supérieur accrédité par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Une note moyenne minimale de 2.75 dans le système de notation de Miami University respectivement de 40 dans le système de notation de l'enseignement secondaire luxembourgeois et de 13 dans le système de notation de l'enseignement supérieur luxembourgeois (ou équivalent) sera requise pour l'obtention et le renouvellement d'une exemption. En outre, les candidats devront démontrer une maîtrise de l'anglais correspondant aux normes d'admission de la Miami University. Préférence sera donnée aux candidats n'ayant pas d'expérience scolaire ou universitaire préalable aux États-Unis.

La sélection des bénéficiaires des exemptions semestrielles pour les étudiants de l'Université du Luxembourg sera effectuée par l'Université du Luxembourg et suivra les modalités définies dans un accord interuniversitaire conclu entre cette dernière et le contractant.

Art. 6 - Rapport

Pour le 1^{er} février de l'année suivant l'exercice visé, le contractant remettra au ministre un rapport sur l'exécution de la présente convention au regard des objectifs poursuivis, incluant un rapport d'activités, en langue française, reprenant les activités marquantes de l'année visée et une présentation chiffrée des indicateurs de performance retenus de commun accord entre le ministère et le contractant, tels que décrits à l'annexe 1. Toute autre pièce jugée pertinente sera fournie comme annexe au rapport.

Art. 7 - Inexécution, retards ou défaillances

Le contractant signale sans délai au ministre, en lui fournissant toute précision utile, tout événement susceptible de porter préjudice à l'exécution de la présente convention. Les parties contractantes fixent d'un commun accord les mesures à prendre.

L'exécution des activités en vue de l'atteinte des objectifs ainsi que des indicateurs de performance prévus par la présente convention peut être suspendue en raison de la survenance d'un événement de force majeure. Le contractant avertit immédiatement le ministre de la survenance d'un événement de force majeure en indiquant la nature, la durée probable et les conséquences prévisibles dudit événement.

Le contractant peut proposer au ministre de suspendre l'exécution de la présente convention en tout ou en partie si un événement de force majeure ou des circonstances exceptionnelles rendent son exécution excessivement difficile ou coûteuse. Le contractant doit informer sans délai le ministre de ces circonstances et fournir des informations précises relatives à l'événement en question ainsi qu'une estimation de la date prévue pour la reprise des activités.

Les activités ainsi suspendues peuvent être reprises lorsque les deux parties sont convenues de leur poursuite.

Art. 8 - Contrôle

Le contractant conservera, pendant une période de cinq ans après l'échéance finale de la période couverte par la présente convention, l'original ou, dans des cas exceptionnels dûment justifiés, les copies certifiées conformes de l'original de tous les documents concernant la présente convention. Durant l'exécution d'audits dans le cadre de la présente convention, ces documents seront mis sur demande à la disposition des personnes chargées de ces audits.

Art. 9 - Modifications de la convention et de l'annexe

Les dispositions de cette convention pourront être modifiées d'un commun accord entre les parties, moyennant un avenant écrit à cette convention.

Art. 10 - Droit applicable et juridiction compétente

La présente convention est soumise au droit luxembourgeois et tout litige en relation avec la présente convention est de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Luxembourg.

Art. 11 – Langue de la convention

La présente convention est établie en langue française. Une traduction de courtoisie vers l'anglais est fournie. En cas de différence entre les deux versions linguistiques, la version française prévaut.

Fait à Luxembourg, le

en autant d'exemplaires que de parties.

Pour le contractant,

Pour l'État, représenté par le Gouvernement,



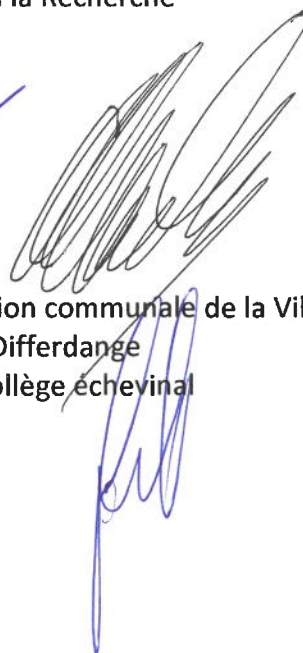
Elizabeth R. Mullenix
Provost et Vice-Présidente pour les
affaires académiques



Claude MEISCH
Ministre de l'Enseignement supérieur
et à la Recherche



Pour l'Administration communale de la Ville de
Differdange
Le Collège échevinal





APPENDIX

Miami University

Mission

Miami University, a student-centered public university founded in 1809, has built its success through an unwavering commitment to liberal arts undergraduate education and the active engagement of its students in both curricular and co-curricular life. It is deeply committed to student success, builds great student and alumni loyalty, and empowers its students, faculty, and staff to become engaged citizens who use their knowledge and skills with integrity and compassion to improve the future of our global society.

Miami University Strategic Plan

Higher education is changing so quickly that Miami already has launched several strategic initiatives to address some of the issues raised in this strategic plan. A new development campaign, a feasibility assessment for new buildings, regional campus reform including a major shift to offering both two-year and four-year degrees in the traditional classroom setting and online and even changes to our budget model all are in process. The world is moving too fast to explore one strategy at a time, so coordination and communication have never been more important across the Miami community.

Miami University Main Thematic Areas

Miami has seven academic divisions: College of Arts and Science; Farmer School of Business; College of Creative Arts, College of Education, Health and Society; College of Engineering and Computing, College of Liberal Arts and Applied Science, and the Graduate School. Programs leading to associate, bachelor's, master's, Specialist in Education, and doctoral degrees are offered.

Miami University Dolibois European Center Mission

The mission of the Miami University Dolibois European Center (MUDEC) is to further the mission and strategy of the University to develop students, faculty, and staff as engaged citizens of the world. Students receive a systematic and extensive exposure to European society and culture in a high-quality academic environment. MUDEC will be a source of scholarly enrichment and professional development for the faculty and staff of the University. Further, MUDEC will provide support for short-term courses and summer academic workshops through all academic divisions to learn about and to become familiar with Europe.

MUDEC Strategy

To fulfill our mission we have established and are committed to a number of specific goals including a comprehensive program that integrates classroom instruction in the Social Sciences, the Humanities and the Fine Arts, Business Administration, and Education, related supervised field study and language classes in French and German; provides the opportunity to participate in the daily life in Luxembourg; and, encourages academic and immersive travel to other parts of Europe, both as course related study tours and in pursuit of individual interests.

Performance indicators

Enrollment

- 120 enrolled students at Miami University Dolibois Center in the fall and spring semesters
- 75 enrolled students at Miami University Dolibois Center in the winter term and summer session

Student Teaching

- 20 MUDEC students each year taking advantage of the opportunity for the global student teaching experience at the EIDE.
- 10 students participating as student leaders for the English Language Learner Summer Camp for EIDE students

Internships

- 80 MUDEC students per year participating in an internship in a company in Luxembourg

Luxembourg Students at Miami University, Oxford

- 2 students from the University of Luxembourg studying for a semester in Oxford, Ohio using the exemption, per academic year
- 6 Luxembourgish students matriculating at the undergraduate or graduate level in Oxford each year. In general, they will spend eight semesters in Oxford for an undergraduate degree program, or 4-6 semesters for a master's degree program.
- 2 students benefitting from a full-tuition waiver and 3 students benefitting from an out-of-state tuition waiver in the framework of this agreement (in addition to exchange students from the University of Luxembourg) per academic year

Number and quality of activities in collaboration with higher education institutions or other institutions in Luxembourg

- Active collaboration with the International School of Differdange (EIDE) through the placement of student teachers and activities such as an English Language Summer Camp
- Active collaboration with LUNEX, through student and faculty exchanges and collaborative research activities
- Active collaboration with the University of Luxembourg in the framework of a renewed Memorandum of Understanding
- Development of collaboration with other public education, higher education or research institutions in Luxembourg



MULTIANNUAL AGREEMENT 2024-2025 MIAMI/CP1-24-25

Between the State of the Grand Duchy of Luxembourg, hereinafter referred to as "The State", represented by the Minister of Higher Education and Research, hereinafter referred to as "The Minister",

The communal administration of the City of Differdange, represented by its College of Aldermen, hereinafter referred to as "The Commune",

and

Miami University, represented by Provost Elizabeth Mullenix, hereinafter referred to as "The Contractor",

considering the commitment of the State to support the development of activities in higher education and research in the Grand Duchy of Luxembourg and to encourage the internationalization of these activities;

The following has been agreed and shall supersede and replace all prior agreements and understandings between the State and the Contractor (provided that nothing in this Agreement shall supersede or otherwise affect the inter-university agreement with the University of Luxembourg):

Art. 1- Object

The object of this agreement is to define the general framework of the terms and conditions of attribution and payment of the State's financial contribution, as well as any other type of support for the purpose of implementing the activities of the *Miami University John E. Dolibois European Center* in Luxembourg.

The reference number attributed to this contract is MIAMI/CP1-24-25.

The objectives to be achieved in the implementation of the activities of the *Miami University John E. Dolibois European Center* as well as the related performance indicators are described in the appendix, which forms an integral part of this agreement.

Subject to the State's payment to the Commune of the financial contribution as provided for in this agreement, the contractor undertakes:

- i) to make adequate and reasonable provisions to achieve the planned objectives;
- ii) to provide all detailed information requested by the minister for the purpose of proper management of the targeted activities;
- iii) to inform the minister of any event that could have a direct impact on the

- achievement of the planned objectives;
- iv) to provide the minister and any other organization or private individual duly mandated by them, with the information requested in the context of checks and audits;
 - v) to participate actively in checking and monitoring activities.

Art. 2- Duration

This agreement takes effect on the 1st of January 2024 for the duration of 24 months.

Art. 3 - Funding

In view of the interest of carrying out the activities referred to in the appendix, the State grants within the context of this agreement, within the limits of the available budgetary funds and by charging to the budgetary credit dedicated to the Ministry having higher education in its attributions, hereinafter referred to as "the Ministry", a financial contribution of €414,000 (four hundred and fourteen thousand euros) to the rent paid by the contractor for the occupation of the Castle of Differdange for the 2024 and 2025 financial years.

This contribution does not exclude the attribution of additional public funds from other budgetary appropriations.

The annual financial contribution of the State amounts to :

- for the financial year 2024 : 207.000€
- for the financial year 2025 : 207.000€

The annual financial contribution is paid in a single installment to the commune, under the condition that the annual report for the previous year, as foreseen under article 6, has been submitted.

Art. 4 - Commitments of the State

The State agrees to allow the Contractor the autonomy necessary for the execution of this Agreement, in accordance with the applicable legal provisions.

Art. 5 - Commitments of the Contractor

The Contractor commits firstly to the key performance indicators for the years 2024-2025, as defined in appendix 1, and secondly to the implementation of targeted policies to achieve these objectives.

The contractor is also committed to offering a total of 11 scholarships in the form of tuition waivers for the years 2024-2025 and 2025-2026 to students from Luxembourg who wish to continue their studies or complete part of their studies at the Oxford, Ohio, campus of Miami University.

These scholarships are allocated as follows:

- 1) 5 partial exemptions from tuition fees (*out-of-state tuition waivers*) for students who have completed their secondary or higher studies in Luxembourg and who wish to continue their studies at the Oxford, Ohio, campus of Miami University;
- 2) 3 full exemptions from tuition fees (*full tuition waivers*) for students who have completed their secondary or higher studies in Luxembourg and who wish to continue their studies at the Oxford, Ohio, campus of Miami University; provided that at least 1 such student is a graduate of the International School (EIDE Differdange); and
- 3) 6 full exemptions from tuition fees (*full tuition waivers*) for a duration of one semester (corresponding to 3 exemptions per year), for students of the University of Luxembourg studying abroad for a semester at the Oxford, Ohio, campus of Miami University.

A call for applications for the first two types of grants will be sent by e-mail to secondary schools in the Grand Duchy of Luxembourg and via the website mengstudien.public.lu of the Ministry of Higher Education and Research.

The selection of recipients will be made by a selection committee comprised of a representative of the Ministry of Higher Education and Research, a representative of the directors of the *Miami University John E. Dolibois European Center*, two teachers from the *Miami University John E. Dolibois European Center*, and one external member. It will be based on a candidate application form including transcripts of previous studies, three letters of recommendation from teachers (to be sent directly by their respective authors to the Miami University John E. Dolibois European Center) and a letter of motivation from the applicant. If deemed necessary, the selection committee may invite candidates to a personal interview. Recipients must have obtained their secondary school diploma in Luxembourg or have obtained a bachelor's, master's or doctoral degree from the University of Luxembourg or from a higher education institution accredited by the Ministry of Higher Education and Research. A minimum grade point average of 2.75 in the Miami University grading system and 40 in the Luxembourg secondary education grading system and 13 in the Luxembourg higher education grading system (or equivalent) will be required to obtain and renew an exemption. Further, all candidates must possess proficiency in English to meet the admissions standards for Miami University. Preference will be given to applicants with no prior school or university experience in the United States.

The selection of the recipients of the semester exemptions for students of the University of Luxembourg will be made by the University of Luxembourg and will follow the terms defined in an inter-university agreement concluded between the latter and the contractor.

Art. 6 - Report

For the 1st of February of the year following the period under evaluation, the contractor shall submit to the Minister a report on the execution of this agreement with respect to the objectives pursued, including an activity report, in French, covering the key activities of the year under evaluation, and a presentation of the performance indicators in figures retained

by mutual agreement between the department and the contractor, as described in appendix 1. Any other material deemed relevant will be provided as an appendix to the report.

Art. 7 - Non-performance, delays or failures

The Contractor shall promptly notify the Minister of any event that may affect the performance of this Agreement, providing all relevant details. The contracting parties shall determine by mutual agreement the measures to be taken.

The execution of activities to achieve the objectives and performance indicators provided for in this agreement may be suspended due to the occurrence of an event of force majeure. The contractor shall immediately notify the Minister of the occurrence of an event of force majeure, indicating the nature, probable duration and foreseeable consequences of the event.

The contractor may propose to the Minister to suspend the execution of this agreement in whole or in part, if an event of force majeure or exceptional circumstances render its performance unduly difficult or costly. The contractor must promptly inform the Minister of such circumstances and provide specific information relating to the event in question and an estimated date for resuming operations.

Activities thus suspended may be resumed when both parties have agreed to their continuation.

Art. 8 - Monitoring

The contractor shall retain, for a period of five years after the final expiration of the period covered by this Agreement, the original or, in duly substantiated exceptional cases, certified copies of the original of all documents relating to this agreement. During the performance of audits under this agreement, these documents will be made available upon request to persons in charge of conducting these audits.

Art. 9 - Modifications to the agreement and appendix

The provisions of this agreement may be amended by mutual agreement between the parties by a written amendment to this agreement.

Art. 10 - Applicable law and competent jurisdiction

This agreement is subject to Luxembourg law and any dispute arising in connection with this agreement shall be subject to the exclusive jurisdiction of the courts of the judicial district of Luxembourg.

Art. 11 – Language of the agreement

This agreement is established in French. A courtesy translation into English is provided. In the event of a difference between the two language versions, the French version will prevail.

Done in Luxembourg, in as many copies as there are parties.

For the contractor, Miami University

For the State, represented by the
Government,

Elizabeth R. Mullenix
Provost & Executive Vice President of
Academic Affairs

Claude MEISCH
Minister of Higher Education
and Research

For the communal administration of the City
of Differdange
The College of Aldermen